

## COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL

### Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

**Veille du 24 avril 2020**

#### **Résumé :**

*En mars, la fermeture de la restauration hors domicile a favorisé l'activité de la **grande distribution**, mais plombé ses marges.*

*Les **appels au « consommez local »** se multiplient.*

*Fin de saison avec des prix producteurs record pour les **agrumes** de Valence.*

*En revanche, les tensions persistent dans la **filière laitière**. Le **lait de chèvre** continue de dévisser.*

*Pour le ministre espagnol de l'Agriculture Luis Planas, les **mesures de la Commission européenne pour soutenir les marchés** sont "un pas dans la bonne direction", qui "répond en partie aux demandes formulées par l'Espagne".*

*Au Pays Basque espagnol, les premiers **tests de détection au Covid-19 avant l'embarquement** des pêcheurs se mettent en place.*

*Les Açores activent à nouveau leur **dispositif d'aide directe en faveur des pêcheurs**.*

## **ESPAGNE**

### Circulation des marchandises et des personnes

**Levée anticipée (et partielle) du confinement pour les travailleurs agricoles de certaines régions espagnoles.** La flexibilité laissée aux Communautés autonomes dans l'application des mesures pour faciliter le recrutement de main d'œuvre agricole (article 2.2 du décret-loi royal 13/2020) a permis aux régions de Castille-la-Manche et d'Aragon d'autoriser les travailleurs agricoles à se déplacer sur la totalité de leurs territoires respectifs. Ces déplacements sont cependant uniquement autorisés dans le cadre de la réalisation des travaux agricoles, attestation à l'appui. La levée de confinement ne concerne donc pas les personnes qui cherchent du travail dans les exploitations agricoles et ne disposent pas encore de contrat de travail.

### Filières agricoles

#### • **Fruits à noyaux**

**Les producteurs de fruits à noyaux demandent à nouveau la levée de l'embargo russe.** Anticipant une réduction drastique des flux touristiques, et avec elle de la consommation en fruits à noyaux sur le territoire national, le syndicat d'Estrémadure *Unió Extremadura* sollicite de nouveau les autorités (Ambassade de Russie en Espagne d'un côté, ministère de l'Agriculture de l'autre) pour qu'un accord soit trouvé permettant d'exporter à nouveau leurs fruits sur le marché russe, particulièrement dynamique. Cette réouverture leur permettrait d'écouler une partie des volumes attendus cette année (malgré quelques dommages localisés suite aux épisodes récents de grêle), et ainsi d'éviter un surstock et donc une chute des prix.

- **Agrumes**

**Meilleure saison depuis des années pour l'orange valencienne.** La baisse des volumes de production d'agrumes cette année dans la région de La Safor (Valence) – atteignant dans certains cas 50% par rapport à la campagne antérieure – et l'augmentation de la consommation de ces fruits en Europe suite à l'apparition du Coronavirus, ont fait que la région a connu la meilleure saison d'agrumes de ces dernières années, à des niveaux de prix aux producteurs jamais vus depuis une décennie.

- **Pomme de terre**

**Excédents de pommes de terre Agria en raison de la fermeture de la restauration hors domicile.** Sur le marché espagnol, il existe actuellement un excès de pommes de terre, pratiquement toutes de la variété Agria, qui, compte tenu de sa conservation optimale, arrive seulement à cette époque de l'année sur le marché. Les ventes de pommes de terre au détail ont augmenté, mais cette augmentation ne compense pas la fermeture du canal Horeca.

**Une superficie semée revue à la baisse et des rendements faibles attendus.** Environ 35% de la superficie prévue pour la pomme de terre en Castille-et-Léon n'a pas encore étéensemencée, surtout dans les régions plus tardives comme Burgos, Palencia, Léon et certaines régions de Ségovie (Cuellar), selon les estimations d'Eduardo Arroyo, président de l'Association des producteurs de pommes de terre de la région autonome (APPACYL). Les semis ont été temporairement suspendus en raison des pluies persistantes de ces dernières semaines. Dans certaines régions, le sol est gorgé d'eau, avec un risque sérieux d'asphyxie des racines et de pourriture des plantes. Si les températures augmentent, cette forte humidité peut multiplier les attaques fongiques. Dans ces conditions, les professionnels ne s'attendent pas à des rendements très élevés cette année.

- **Lait**

**La controverse sur la baisse des prix d'achat aux producteurs se poursuit.** La Coordination des organisations d'agriculteurs et d'éleveurs (COAG) dénonce l'offensive lancée par certaines industries laitières au cours des dernières semaines pour justifier une révision agressive à la baisse des prix payés aux éleveurs dans les nouveaux contrats de printemps. Selon elle, les effets du Covid-19 servent de prétexte pour rompre la légère tendance à la hausse de l'année dernière (+3% entre février 2019 et février 2020), après une période critique de 5 ans au cours de laquelle 4 800 exploitations familiales ont disparu. Si les intentions des industriels se concrétisent, 25% des éleveurs feront faillite, soit plus de 3 000 petites et moyennes exploitations familiales, sur les 12 686 qui existent aujourd'hui. L'organisation rappelle que les données réelles n'indiquent pas une situation de grave inadéquation entre l'offre et la demande de lait et de produits laitiers en Espagne.

**Les cours du lait de chèvre continuent de dévisser.** Le prix du lait de chèvre a chuté de 20%, passant de 0,0901 €/E.Q. à 0,0751 €/E.Q. lors le marché de León du 22 avril. Ce lait est le plus dépendant du secteur de l'hôtellerie et de la restauration, car utilisé dans la préparation de nombreuses salades et plats cuisinés. Les difficultés du secteur sont aggravées par l'arrêt des exportations.

- **Viande bovine**

**Les éleveurs toujours frappés de plein fouet par la fermeture de la restauration hors-domicile.** L'impossibilité d'écouler les animaux vers les abattoirs en raison de la fermeture de certains marchés qui absorbaient ces viandes (principalement la restauration hors domicile) place de nombreux éleveurs bovins en difficulté. Selon le Syndicat des jeunes agriculteurs de Cordoue (Asaja), la situation est particulièrement compliquée pour les bovins plus âgés, dont les morceaux nobles sont destinés à la restauration.

- **Viande de gibier**

**L'arrêt quasi-total de la chasse aura des conséquences économiques non négligeables sur les ventes de gibier.** Bien qu'elle ait été partiellement ré-autorisée pour réguler les surpopulations, l'activité de chasse est globalement à l'arrêt sur le territoire espagnol depuis près d'un mois.

En plus d'être un loisir pour certains, elle est également une activité économique à part entière qui contribue au dynamisme de l'économie locale (avec par exemple un chiffre d'affaires estimé pour la viande de gibier à environ 100 M€ annuels, selon l'Alliance rurale). Sa réduction liée à la crise actuelle pourrait aller jusqu'à -40%. L'activité de chasse génère dans son ensemble près de 6,5 Md€ de chiffre d'affaires par an, qui pourrait être réduit de 20% en raison de cette crise, toujours selon l'Alliance rurale.

### **Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire**

**Nouvel appel au « consommez local » en Andalousie.** Intitulée “*Llena tu mesa de Andalucía*” (“Garnis ta table d'Andalousie”) et associée au hashtag #*ConsumeAndalucia* (“consommez andalou”) sur les réseaux sociaux, cette campagne vise, comme son nom l'indique, à encourager la consommation de produits locaux, dans un contexte où de nombreux producteurs sont en grande difficulté. La production primaire représente un pilier fondamental de l'économie locale, et le Gouvernement andalou en appelle donc à l'engagement de chacun pour en assurer la survie.

### **Nouvelles réactions suite aux annonces des mesures de la Commission européenne pour soutenir les marchés :**

- ❑ Pour le ministre de l'Agriculture Luis Planas, il s'agit d’“un pas dans la bonne direction”, qui “répond en partie aux demandes formulées par l'Espagne” dans sa déclaration conjointe du 17 avril dernier.
- ❑ Le Secrétaire d'État à l'Agriculture, Fernando Miranda, a échangé avec les conseillers aux affaires agricoles des 17 Communautés autonomes sur les conditions de mise en place de ces mesures. Il les a notamment invités à identifier rapidement leurs besoins au sujet du Programme national d'appui à la filière vitivinicole (afin que des adaptations puissent être mises en place avant les prochaines vendanges), et à définir leurs priorités sectorielles au sujet des mesures financées par le FEADER.
- ❑ Le syndicat des jeunes agriculteurs (Asaja) de Séville a accueilli favorablement la mise en place des aides au stockage privé pour les productions animales, mais souhaite leur extension au porc ibérique. Il considère également qu'elles ne seront pas suffisantes pour sauver les filières, et qu'il est nécessaire que le Gouvernement espagnol lance des campagnes de promotion de la consommation à destination des citoyens, et favorise ces productions dans les achats publics de denrées (hôpitaux, banques alimentaires, cantines scolaires, etc.). Enfin, il appelle à la mise en place d'autres mesures : autorisation exceptionnelle d'utilisation des surfaces d'intérêt écologique et autres jachères pour la nutrition animale et baisses de TVA et d'impôts sur le revenu, entre autres.

**En Andalousie, les aides directes aux éleveurs ovins et caprins sont jugées “inadaptées” et trop orientées vers les grands propriétaires.** L'antenne andalouse du syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) regrette que les aides annoncées ne correspondent pas à la situation, dans la mesure où elles ont été préparées bien avant le début de l'épidémie avec une finalité différente (visée agroenvironnementale et financement via le deuxième pilier PAC). Leur architecture profiterait par ailleurs davantage aux grands élevages (la surface de pâturage étant une des variables), et aurait par conséquent tendance à exclure les élevages ovins et caprins, pourtant en grande difficulté, au profit des élevages bovins (eux-aussi éligibles) qui disposent de surfaces de pâturage bien plus étendues. Le syndicat demande donc la mise en place d'aides réellement dédiées aux producteurs ovins et caprins, aussi bien à court terme (aides financières directes, avancement des paiements PAC), qu'à plus long terme (mise en place d'un plan de restructuration de la filière).

### **En Andalousie, Les éleveurs bovins demandent de nouvelles adaptations en matière de prophylaxie.**

A peine rétablies après un mois d'application “assouplie”, les obligations en matière de prophylaxie en élevage font de nouveau l'objet d'une demande d'adaptation. L'Association des éleveurs extensifs de Lidia demande en effet à ce que les élevages certifiés “t3b4” (sans cas de tuberculose bovine depuis plusieurs années, mais localisés dans une région où des cas ont récemment été enregistrés) puissent effectuer uniquement un contrôle cette année, au lieu des deux initialement prévus, afin d'éviter de perturber la période de vêlage. Les éleveurs souhaitent également que le taux d'échantillonnage soit abaissé à 20%. Au-delà de cette demande d'adaptation exceptionnelle, les éleveurs souhaitent une modification plus profonde et durable de la réglementation en matière de tests utilisés, pour minimiser les faux-positifs et s'aligner sur les pratiques européennes.

**Une réouverture de la chasse strictement limitée au contrôle des surpopulations.** Le Gouvernement de Castille-la-Manche a précisé dans un communiqué que la chasse aux lapins devait uniquement être dédiée au contrôle des surpopulations situées dans ou à proximité des parcelles agricoles, et susceptibles d'y causer des dommages. Les périmètres et profils de chasseurs ont également été clairement établis (gardes ruraux, gardes-chasse, agriculteurs ou toute personne disposant d'une autorisation explicite donnée par l'agriculteur) ainsi que les papiers nécessaires en cas de contrôle (licence de chasse et permis de port d'arme, entre autres).

### **Distribution**

**L'épidémie ne profite pas non plus aux supermarchés, au contraire.** Les supermarchés sont les seuls commerces qui ont fonctionné à plein régime en Espagne ces dernières semaines. Selon les principales sociétés de conseil du secteur, le chiffre d'affaires a augmenté à un rythme de 12 ou 15% semaine après semaine, en raison de la fermeture des bars et restaurants. Toutefois, la pandémie a obligé les distributeurs à faire face à une série de dépenses – logistiques, équipements de protection et personnel – qui ont plombé les marges. Mercadona, leader du secteur, a assuré que les bénéfices du mois de mars ont été réduits de 95% par rapport à l'année dernière, malgré une augmentation des ventes de 14%. Les mesures mises en œuvre pour assurer la sécurité des employés et des clients ainsi que l'approvisionnement ont coûté 100M€ à la chaîne, soit une augmentation des coûts de 25% par rapport au même mois l'année dernière, ce qui a englouti les bénéfices.

**15% des bars et restaurants pourraient ne pas survivre à cette crise.** Les principaux représentants de l'industrie nationale de la restauration, ont regretté que le gouvernement ignore la "grave situation" que traverse le secteur et demandent une exemption du paiement du loyer des locaux. Ils estiment que si certaines des mesures qu'ils proposent ne sont pas mises en œuvre, 15% des entreprises (soit plus de 40 000 PME) sont condamnées à disparaître. Les professionnels regrettent que le Gouvernement fasse peu de cas d'un secteur qui représente 6,2% du PIB et emploie directement plus de 1,7 million de personnes.

**De plus en plus de jardiniers amateurs parmi les Espagnols confinés.** Le confinement a précipité de nombreux espagnols dans leurs jardins, comme le confirment les ventes massives de plants dans les pépinières. Seragra est l'une des pépinières qui approvisionnent les chaînes de magasins dédiées au secteur agricole, comme Progando. Elle constate également l'essor de la culture dans les jardins privés et estime que les ventes de ce canal ont été triplées par rapport à l'année dernière.

**Le ministre Luis Planas s'est entretenu avec la Fédération espagnol des industries alimentaires et des boissons (FIAB), le 23 avril.** Le ministre a de nouveau rencontré la FIAB afin d'analyser les défis immédiats auxquels le secteur est confronté, dans un contexte marqué par la lutte contre la pandémie. Il a informé la FIAB que le Gouvernement travaille déjà sur un scénario de reprise de l'activité économique, en collaboration avec les secteurs touchés, afin d'échanger des points de vue et de connaître leurs préoccupations. Luis Planas a souligné que l'objectif est d'atténuer et de limiter les effets du Covid-19, tout en insistant sur le fait que la priorité est d'arrêter et d'éliminer la propagation du virus. Il a souligné le rôle de la chaîne alimentaire dans la situation exceptionnelle actuelle, dans laquelle elle a réussi, même dans des circonstances exceptionnelles de stress social, à sortir renforcée et légitimée en tant que secteur stratégique pour la sécurité alimentaire du pays.

### **Mesures de gestion de la main d'œuvre**

**Des logements "dignes" pour les saisonniers agricoles.** Le Conseiller en charge des affaires agricoles pour la Communauté autonome de Castille-la-Manche, indique qu'il s'agit d'une condition indispensable au bon déploiement du dispositif de recrutement de travailleurs saisonniers. Les employeurs sont responsables de la fourniture de ce logement, en vertu d'une clarification apportée par la délégation locale de l'exécutif national. Une Commission régionale de suivi a été mise en place afin de réunir toutes les parties prenantes et d'assurer le recrutement de la main d'œuvre agricole, "tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif", et sera donc particulièrement attentive à cette question.

**Le maintien de la fermeture des bars-restaurants va faire augmenter le nombre de travailleurs en chômage partiel (syndicats).** La confédération syndicale CCOO indique en effet qu'en Andalousie, le recours aux ERTE parmi les entreprises de production, de transformation et/ou de distribution alimentaire aurait augmenté de +163% durant la seconde quinzaine de l'état d'alarme, par rapport à la première quinzaine.

Les filières de la pêche et de la boulangerie-pâtisserie seraient les plus touchées. Ces chiffres n'incluent par ailleurs que les entreprises dont la résidence fiscale est située en Andalousie, et ne comprennent donc pas les entreprises de rang national, voire international, qui opèrent dans la région.

**Des "bourses de travail agricole" également lancées à l'échelle très locale.** Le maire de la petite commune de Mota del Cuervo (6 000 hab.), en Castille-la-Manche, s'est proposé pour faire office de relai avec l'agence pour l'emploi locale, afin de recueillir les offres d'emploi agricole d'un côté et les candidatures des demandeurs de l'autre, et ainsi faciliter autant que possible l'appariement offre/demande.

### **Actions de solidarité – Aide alimentaire**

**L'EAPN demande au Gouvernement de développer en urgence la stratégie de lutte contre la pauvreté 2019-2023.** Le Comité exécutif du Réseau européen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Espagne (EAPN-ES) a fait part au Gouvernement de la nécessité de développer "d'urgence" la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté 2019-2023 et de progresser dans la réalisation des engagements pris par l'Espagne dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et du pilier européen des droits sociaux. Ceci a été transmis ce jeudi 23 avril lors d'une réunion de travail avec le secrétaire d'État aux droits sociaux, Ignacio Álvarez. L'objectif principal de la réunion était de suivre la situation, les mesures et les actions prises pour faire face à l'impact de la crise du coronavirus COVID-19 chez les personnes en situation de plus grande vulnérabilité.

**Le réseau Alcalá Solidaire : une distribution de 100 repas par jour aux plus démunis.** Le réseau Alcalá Solidaire, promu par la mairie d'Alcalá de Guadaira (Séville), permettra à plus d'une centaine d'habitants dans le besoin de recevoir chaque jour un repas complet et équilibré jusqu'à la fin du confinement. Selon les informations de la mairie, il s'agit d'une "collaboration municipale avec la Banque alimentaire de Séville" qui travaille avec sur le projet de l'ONG World Central Kitchen (WCK), du chef espagnol José Andrés, dans lequel des professionnels de la cuisine collaborent à l'élaboration de menus destinés aux plus démunis.

### **Poursuite des dons de pommes de terre aux banques alimentaires.**

- ❑ En Galice, le département des affaires rurales du Gouvernement régional a acheté 100 tonnes de pommes de terre et un producteur a donné 30 tonnes supplémentaires livrées jeudi 23 à la banque alimentaire de Lugo, d'où elles seront distribuées aux différentes filiales de Caritas dans toute l'Espagne pour atteindre les familles les plus nécessiteuses.
- ❑ Au Pays Basque, la Fédération des associations de femmes rurales (FADEMUR) et Red Eléctrica, avec la collaboration du syndicat des petits agriculteurs et des éleveurs (UPA), ont fait don de 3 tonnes de pommes de terre à la Banque alimentaire de Vitoria-Gasteiz. Ce don fait partie de l'initiative #Alimentos\_solidarios ("Aliments solidaires") que les deux entités ont mise en place avec la collaboration de l'UPA, afin d'aider les groupes vulnérables et de soutenir les producteurs locaux touchés par la crise du covid-19.

### **Secteur Forêt-bois**

**L'Andalousie accélère les travaux forestiers 2020.** Le Gouvernement local a en effet indiqué, lors d'une entrevue avec les responsables de l'Association des entreprises forestières et paysagères d'Andalousie (AAEF), qu'il allait tout faire pour accélérer le traitement des dossiers et ainsi permettre aux différents projets de travaux forestiers prévus (60 M€ de budget total) de se réaliser rapidement, « pour préparer le terrain à la relance d'un secteur qui joue un rôle clé dans la gestion du patrimoine naturel extraordinaire de l'Andalousie, pour la conservation de ses montagnes et en tant que générateur d'emplois dans les zones rurales de la communauté. »

**Les professionnels demandent une réouverture des magasins de bricolage.** Les principaux opérateurs qui composent le secteur espagnol de la quincaillerie et du bricolage, menés par l'Association des distributeurs de quincaillerie et de bricolage (ADFB) et l'Association des Fabricants de quincaillerie et de bricolage (AFEB), ont demandé au Gouvernement que leur secteur soit également considéré comme "prioritaire". Ils ont envoyé une lettre conjointe au ministre de la Santé et au secrétaire d'État au Commerce, dans laquelle ils soulignent que les quincailleries et les centres de bricolage sont "les pharmacies des foyers" et fournissent des produits de première nécessité, sans lesquels aucun foyer ne peut continuer à fonctionner.

En Espagne, le secteur est composé de près de 8 000 points de vente (petits, moyens et grands) et fournit des emplois directs à quelque 150 000 personnes.

**Période tristement dynamique pour les fabricants de cercueils espagnols.** En Galice, ces derniers font face à des cadences de production décuplées depuis le début de la crise sanitaire. Dans les usines de la ville de Piñor, les équipes ont été renforcées et la production a doublé pour tenter de répondre à la demande massive de cercueils produits localement, liée non seulement à la surmortalité, mais également à la chute des importations de cercueils en aggloméré en provenance d'Asie. Les produits ont également été adaptés à l'urgence (suppression des fioritures sur les cercueils destinés à l'incinération, vernis à l'eau, formes simplifiées à l'extrême et sans ferronnerie ni moulures). La dynamique inverse frappe cependant d'autres entreprises du secteur funéraire, notamment les producteurs et vendeurs de fleurs et plantes, suite à l'impossibilité de réaliser des cérémonies.

### **Pêche maritime et aquaculture**

**Tests de détection au Covid-19 avant l'embarquement des pêcheurs de certains ports du Pays Basque espagnol.** L'association des pêcheurs de la province de Guipuzcoa a annoncé la réalisation de tests vendredi 24 et samedi 25 avril pour les pêcheurs des ports de Fontarrabie, Getaria et Pasajes comme mesure de prévention contre la propagation du virus.

**Première réunion de travail pour organiser la mise en place des aides européennes.** Rassemblant (à distance) la Secrétaire générale des Pêches, Alicia Villauriz, avec les différentes fédérations de professionnels (armateurs, pêcheurs, poissonniers), les syndicats et les conseillers en charge de la pêche dans les différentes Communautés autonomes, cette réunion a été l'occasion de détailler les mesures annoncées par la Commission européenne, et de commencer à préparer leurs modalités pratiques d'application. La Secrétaire générale a souhaité exprimer la satisfaction du Gouvernement au sujet de ces mesures, qui reprennent un certain nombre des doléances formulées par l'Espagne.

**Revirement du Secrétariat général des Pêches concernant une suppression éventuelle des aides à l'arrêt temporaire d'activité.** Après avoir essuyé des critiques unanimes du secteur, la Secrétaire générale des Pêches a annoncé que le Gouvernement espagnol envisageait pour l'heure de maintenir ces aides une fois l'état d'urgence sera levé (le 9 mai, à moins qu'il ne soit d'ici là prolongé) et ce jusqu'en fin d'année 2020.

**Le secteur de la pêche espagnol salue le vote favorable du Parlement européen à la prolongation de l'arrêt de pêche avec la Mauritanie.** La Commission des pêches du Parlement européen a donné son feu vert (23 votes favorables, trois votes contre et deux abstentions) pour l'adoption par le Parlement de cet accord. Une fois celui-ci entériné, il permettra à 58 bateaux de 11 États membres (parmi lesquels ceux de la France et de l'Espagne) de pêcher pour une nouvelle période de 9 ans dans les eaux de ce pays. L'UE déboursa en faveur de ce pays africain 616M€/an pour garantir l'accès à ces zones de pêche.

## PORTUGAL

### Filières agricoles

**Certains agriculteurs insistent sur la nécessité de rouvrir les marchés rapidement.** Plusieurs producteurs horticoles de la région de Celorico da Beira (centre du Portugal) ont commencé à vendre leurs produits directement depuis leurs exploitations agricoles et attendent la réouverture des marchés, dont la plupart demeurent fermés en raison de la pandémie. Selon une productrice, si l'ensemble des marchés ne rouvrent pas rapidement, les agriculteurs ne pourront pas écouler leur production notamment pour les betteraves, le chou frisé et le chou, faute de débouchés suffisants. À ce stade, les produits les plus vendus directement par ces producteurs sont les poivrons, les oignons, les tomates, les courgettes et les concombres. La fermeture des établissements hôteliers et des restaurants, ainsi que de la plupart des marchés alimentaires, renforce le rôle central de la grande distribution (via notamment les ventes sur site et en ligne), devenue un débouché vital pour de nombreux petits producteurs agricoles.

**La mairie de Boticas (nord du Portugal) a décidé de rouvrir le marché municipal 3 jours par semaine, dans le respect des directives sanitaires, pour permettre aux producteurs locaux de vendre leurs produits.** Selon un responsable municipal, la mesure intervient pour répondre aux difficultés rencontrées par les petits agriculteurs de la municipalité, et pour atténuer l'impact négatif de la crise sanitaire qui touche durement les petits producteurs.

### Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

**Le ministère de l'Agriculture a élargi la liste des destinataires des fruits et légumes retirés du marché.** Auparavant ces produits étaient exclusivement destinés aux associations de solidarité sociale. Ils peuvent désormais être également distribués dans les prisons, les camps d'été pour enfants, les hôpitaux et les maisons de retraite.

### Actions de solidarité

**Des brasseurs solidaires.** La marque de bières *Nortada* a lancé une initiative pour aider la Croix-Rouge portugaise à faire face à la crise sanitaire. Le montant total des recettes tirées des ventes en ligne de leur bière spéciale commémorant le 3<sup>ème</sup> anniversaire de la marque sera intégralement reversé à cette entité.

### Secteur Forêt-bois

**Au Portugal aussi, les cadences de fabrication de cercueils s'accroissent, mais pas pour couvrir la demande nationale.** La surmortalité locale étant relativement faible, les cercueils sont en effet destinés à être exportés en Espagne. Une entreprise située à Chaves, à 20 km de la frontière espagnole, indique qu'elle a quadruplé sa production depuis le début de la crise, grâce à une augmentation des effectifs et des horaires. 3 500 cercueils ont été envoyés par l'entreprise rien qu'à Madrid durant les 3 premières semaines de confinement.

### Pêche maritime et aquaculture

**Le Bloc de Gauche (BE) considère que la pêche locale devrait de nouveau être autorisée le week-end** dans un souci de justice sociale, compte tenu de la situation économique précaire du secteur et en particulier, des petits pêcheurs. Le député du BE, Ricardo Vicente, a par ailleurs rappelé que la pêche locale était fortement dépendante des conditions météorologiques, ne pouvant pas opérer dans des conditions météorologiques défavorables comme c'est le cas des grandes embarcations plus sophistiquées, ce qui désavantage les pêcheurs locaux.

**Face à la chute des revenus, le fonds pour la pêche des Açores (Fundopesca) a été activé une seconde fois.** Le fonds régional de la pêche des Açores a été créé en 2002 dans le but de fournir une compensation salariale aux pêcheurs des Açores dans certaines situations qui les empêchent d'exercer leur activité, notamment des catastrophes naturelles ou imprévisibles qui entraînent, pendant au moins 8 jours consécutifs ou 15 jours non-consécutifs sur une période de 30 jours, une valeur de vente quotidienne inférieure à 35 % de la moyenne quotidienne des trois dernières années, sauf les jours de clôture des enchères.

Cette aide directe régionale avait été utilisée pour la première fois le 1<sup>er</sup> avril dernier en raison de la chute des recettes associée à la crise sanitaire. Le conseil d'administration du fonds a décidé de verser une aide financière aux pêcheurs de l'archipel le 23 avril pour compenser leurs pertes de revenu. Entre le 26 mars et le 22 avril, le Conseil a en effet constaté une perte de revenu au cours de 15 jours non-consécutifs, étant donné que la valeur des ventes quotidiennes de poisson aux enchères à la criée a été inférieure de 35% par rapport à la moyenne quotidienne des trois dernières années. Les pêcheurs éligibles à ce fonds recevront 333,37 € (soit la moitié du salaire minimum régional) au titre de leurs pertes de revenus au cours de cette période. Le Gouvernement régional a précisé que 210 000 € seront versés et répartis entre 650 pêcheurs et armateurs dans le courant de la semaine prochaine.

Pour mémoire, le 14 avril, le Gouvernement des Açores avait créé un régime exceptionnel de soutien pour les pêcheurs, d'un montant de 350 000 €, destiné aux pêcheurs ne bénéficiant pas de Fundopesca. À ce jour, 157 demandes ont été approuvées, dont 92 sont déjà en cours de paiement. L'exécutif local a cependant souligné qu'au cours des deux dernières semaines, le secteur avait montré des signes de reprise.